

## Compte-rendu du CSAL de l'Eure du 26 juin 2025

Évreux, le 26 juin 2025

Représentant·e·s du personnel présent·e·s :

**Solidaires Finances Publiques** :

5 sièges de titulaires

- Aurélie BEAUCHÉ
- Sylvain BERGER
- Chantal CADIOU
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Jean-Christian ETIENNE
- Laetitia LEMARCHAND
- Jean-François LOUIS

**FO** : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOST

**CGT** : 2 sièges de titulaires

- Boriane CARNET
- Tanguy COCQUEEL

Après ouverture de la séance du CSAL de l'Eure, et constatation du quorum, il a été procédé à la lecture des liminaires de **Solidaires Finances Publiques**, de la CGT et de FO.

La CGT est désignée pour le secrétariat adjoint de la séance.

L'ordre du jour était le suivant :

### ORDRE DU JOUR

- 1- Approbation des procès-verbaux des CSAL des 17/04/2025 et 28/04/2025 (pour avis) ;
- 2- Présentation des résultats de l'observatoire interne pour la DDFIP 27 (pour information) ;
- 3- Scission du pôle gestion fiscal en deux composantes « Contrôle fiscal – Affaires juridiques » et « Particuliers – Professionnels - Recouvrement » (pour information) ;
- 4- Bilan de la formation professionnelle 2024 (pour information) ;
- 5- Plan local de formation 2025 (pour avis) ;
- 6- Rapport d'activité 2024 (pour information) ;
- 7- TBVS 2025 – Gestion 2024 (pour information) ;
- 8- Complément de l'évolution des emplois 2025 (pour information) ;
- 9- Questions diverses.

## **1 Approbation des PV 17/04/2025 et 28/04/2025 (pour avis) ;**

Les 2 PVs soumis ont été adoptés à l'unanimité (8 voix Pour pour chacun).

## **2 Présentation des résultats de l'observatoire interne pour la DDFiP de l'Eure (pour information)**

La présentation a été faite par la responsable de la Mission départementale de Maîtrise de l'Activité et de la Communication (MDMAC). Celui-ci a indiqué la transmission aux représentant-e-s du personnel le rapport de l'observatoire interne pour le département était une première voulue par le Directeur départemental. Ce rapport sera aussi publié sur l'Ulysse directionnel.

La Direction se réjouit d'un taux de participation de 58 % des agent-e-s et des résultats de l'étude, où, pour elle, tout n'est pas négatif. En particulier, la relation positive avec le manager direct (même si un peu moins de la moitié des sondés regrette de n'avoir pas de retour). Un autre point de satisfaction est sur les outils numériques et collaboratifs. Concernant les rémunérations et les perspectives, la Direction invoque l'absence de marge de manœuvre sur ces points.

Le président ajoute que les résultats, même insuffisants, s'inscrivent dans un contexte anxiogène et de suppressions d'emplois dans la fonction publique. Il précise aussi qu'il ne prévoit pas de fermeture de site, le réseau eurois devant être stabilisé. Il y aura peut-être une modification des missions, en particulier pour le contrôle fiscal. C'est avec la loi de Finances de cet automne qu'il sera possible d'y voir plus clair.

**Solidaires Finances Publiques** a fait remarquer que l'étude présentait une surreprésentation des catégories A et A+ et des personnels de plus de 51 ans. Une présentation par catégories et par âge aurait permis une analyse plus fine. Nous avons aussi fait remarquer que se dégageait des résultats un taux important de « non-réponse ou Je ne sais pas » indiquant possiblement un désengagement. Pour **Solidaires Finances Publiques** l'engagement des agent-e-s est une question cruciale et qu'il faut recréer un collectif global de travail.

## **3 Scission du pôle gestion fiscal en deux composantes « contrôle fiscal – Affaires juridiques » et « Particuliers – Professionnels - Recouvrement » (pour information)**

Le Président a présenté la nouvelle organisation au 1<sup>er</sup> septembre avec deux nouveaux pôles résultant de la scission du Pôle de gestion fiscal afin de soulager le PGF sur les missions et dû aux vacances d'emplois. Il ajoute qu'il s'agit d'un soutien affirmé de la Direction aux services de contrôle fiscal en souffrance.

#### **4 Bilan de la formation professionnelle 2024 (pour information)**

Le responsable de la MDMAC a présenté le bilan. 1 251 jours de formation ont été dispensés dans le département, dont 84 % en présentiel. C'est une augmentation de 15,3 % par rapport à 2023. Concernant la préparation aux concours, 140 jours ont été dispensés pour 49 agent-e-s. Au final, sur 24 admissibles, 22 ont été admis.

Suite aux remarques de **Solidaires Finances Publiques** la Direction a indiqué que les formations présentent un taux d'absentéismes très important partiellement expliqué par le désistement des équipes de 2 services suite à décision des responsables de services. Les autres absences sont justifiées. Seules 10 % des absences sont injustifiées.

Le vivier des formateurs locaux est en cours d'actualisation. MENTOR, la plateforme de formation interministérielle est en cours de déploiement.

#### **5 Plan local de formation 2025 (pour avis)**

Les échanges se sont poursuivis avec la présentation du Plan local de formation 2025. **Solidaires Finances Publiques** a demandé à ce que soit privilégié dans le département les formations locales en présentiel au plus près des agent-e-s en faisant se déplacer les formateurs. La Direction a répondu seulement si possible.

Le plan local de formation a été soumis au vote : 1 Pour et 7 Abstentions

#### **6 Rapport d'activité 2024 (pour information)**

Le rapport d'activité 2024 a été présenté par le Directeur adjoint. Celui-ci a mis en avant les événements et résultats saillants de l'année.

**Solidaires Finances Publiques** a demandé confirmation que ce rapport était destiné à être consultable par l'extérieur. La Direction a confirmé. Nous avons aussi fait remarquer quelques incohérences de chiffres. La Direction nous a répondu qu'il avait été réalisé en tout début d'année et que toutes les données n'étaient pas encore connues.

**Solidaires Finances Publiques** a aussi renouvelé sa demande, d'avoir, en complément des données présentées sur les droits, les données des droits effectivement recouverts.

Les discussions sont arrivées sur la question des Espaces France Services (EFS). Dans notre département 31 EFS (bientôt 32 avec Thiberville) sont ouvertes. Les services des retraites et de la CAF sont les plus demandés mais la DGFIP arrive ensuite. **Solidaires Finances Publiques** a donc de nouveau demandé à connaître le nombre d'utilisateurs venant en EFS pour une question DGFIP.

#### **7 TBVS 2025 – Gestion 2024 (pour information)**

Le tableau de veille sociale (TBVS) 2024 a été présenté par la responsable de la Division RH. La DDFIP 27 présente un effectif de 608,41 agent-e-s, en baisse de 1,64 % et

une sur-féminisation des catégories B et C. Le point sur les statistiques de la Direction pour l'année 2024 fait apparaître une hausse des stagiaires et des contractuel·le·s, limitant la baisse des effectifs, et des congés maladie ordinaire (CMO) de moins de 5 jours en hausse de près de 25 % par rapport à l'année précédente. 3 situations atypiques, représentant 23 % des CMO, sont suivies par les RH en lien avec l'assistante des services sociaux.

Outre ces cas, **Solidaires Finances Publiques** a demandé s'il existait un risque pour d'autres agent·e·s. La division RH a répondu qu'elle exerçait une surveillance particulière pour les stagiaires. **Solidaires Finances Publiques** a aussi souhaité rappeler que les CMO se calculait sur année glissante et qu'ainsi, suite à la baisse de l'indemnisation à 90 % du traitement depuis le 1<sup>er</sup> mars, il faudrait évaluer les conséquences sur les renoncements aux CMO sur les prochaines années.

Concernant les compteurs horaires, 11 448 jours ont été épargnés sur CET, 31 jours ont été volontairement versés à la RAFP et 1 189 jours de congés ont été payés. Au niveau des écrêtements horaires, on dénombre peu de compteurs en débit mais toujours quelques agent·e·s systématiquement écrêté·e·s, par exemple 5 agent·e·s sont écrêté·e·s tous les mois.

S'agissant des services, le taux de rotation baisse mais le nombre d'emplois non pourvus augmente. Le recrutement de contractuel·le·s a permis de limiter cette hausse. Une charte portant sur le télétravail sera établie en 2025 ou 2026.

En conclusion, l'évolution de la situation est stable. La division RH reviendra vers les représentant·e·s du personnel pour redéfinir le choix des indicateurs facultatifs du TBVS.

**Solidaires Finances Publiques** a fait remarquer qu'on ne pouvait se satisfaire d'une trajectoire stable mais qui va dans le mur.

## **8 Compléments de l'évolution des emplois 2025 (pour information)**

La Direction a annoncé que contrairement aux décisions du CSAL emplois 2025, le poste de A au SDIF serait maintenu pour gérer les problèmes relatifs à GMBI et autres par le redéploiement d'un poste depuis la Direction.

**Solidaires Finances Publiques** a fait part de son regret qu'il ne s'agisse que d'un redéploiement, prélevant donc sur les effectifs de la Direction, et non pas d'une réelle création d'emploi.

## **9 Questions diverses**

a) SIP de Vernon : La Direction a indiqué que la suite des discussions avec la mairie sur les conditions du bail pour l'école Jules Ferry 2 de Saint-Marcel devait revenir ce jour. En effet, le début du bail est prévu au 1<sup>er</sup> juillet afin que SPIB puisse lancer les travaux début septembre (2 à 3 mois prévus).

**Solidaires Finances Publiques** a rappelé qu'une visite préalable à l'installation associant les représentant·e·s des personnels devait avoir lieu dans le nouveau site du SIP de Vernon.

Nous avons aussi interrogé la Direction sur le cadencement des travaux et leur phasage. La Direction a répondu qu'il y aurait une seule phase de travaux et que s'ensuivrait une installation globale du SIP dans ses locaux. Nous avons enfin demandé à savoir si la mise à jour du plan d'évacuation incendie serait prise en charge par SPIB ou si des crédits étaient à provisionner sur le budget de la FS.

b) Mutation des A et A+ : Le Directeur du PPR a précisé les nouvelles modalités des recrutements par postes au choix au fil de l'eau. Les fiches présentes sur l'Ulysse directionnel (et non pas sur Passerelle) s'adressait aux agent·e·s déjà présent·e·s dans le département, à l'exception des stagiaires, et étaient assorties d'un délai de séjour de 2 ans.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close.

Les représentant·e·s de **Solidaires Finances Publiques** au CSAL de l'Eure